



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1541

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE ET DRAMES HUMAINS

M. le président. La parole est à M. Roland Muzeau, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Roland Muzeau. Monsieur le Premier ministre, la crise n'a pas le même goût pour tous. En cette rentrée, le MEDEF et les banquiers se réjouissent d'avoir obtenu la baisse de la taxe professionnelle et d'avoir échappé à une loi limitant les rémunérations des dirigeants et les bonus des traders.

Pour d'autres, en revanche, c'est le chômage massif, la multiplication des licenciements économiques et des ruptures conventionnelles. Ce sont aussi les pressions et menaces sur les salariés du privé et du public pour qu'ils quittent leur emploi. Ce sont enfin des drames humains inédits : des dizaines de suicides au travail à France Télécom, après Renault et tant d'autres entreprises.

Votre majorité est comptable de ce désastre économique et social. Six Français sur dix jugent mauvaise la politique du Gouvernement. Ils sont 63 % à considérer que l'argent public est mal utilisé et mal dépensé.

Sur un an, le nombre total d'inscrits à Pôle emploi a bondi de 20,3 %. Le taux de chômage officiel dépassera les 10 % au quatrième trimestre.

Votre priorité devrait être de tout faire pour répondre aux besoins sociaux, notamment en protégeant les plus faibles. Or vous persistez à être le plus grand licencié de France en programmant la suppression de 35 000 emplois publics en 2010, dont 16 600 dans l'éducation nationale.

Votre politique a pour résultat un déficit public de 125 milliards d'euros en 2009, de 20,1 milliards pour le régime général de la sécurité sociale.

D'autres solutions existent pourtant. Il faut réformer notre fiscalité dans son ensemble et mettre à contribution les riches. Il faut remettre en cause le bouclier fiscal comme la multitude de niches fiscales qui coûtent 70 milliards au budget de l'État. Il faut revoir l'injuste taxe carbone pénalisant les plus modestes, renoncer à augmenter le forfait hospitalier, renoncer à vos projets de recul de l'âge de la retraite et de suppression des bonifications de pension des mères de famille.

La Poste ne doit pas être privatisée, l'emploi public et privé doit être préservé ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

M. Xavier Darcos, *ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville*. Monsieur le député, face à la situation que connaissent aujourd'hui les entreprises et beaucoup de salariés, je ne crois pas que le dogmatisme et l'idéologie soient ici de mise ! *(Protestations sur les bancs des groupes GDR et SRC.)*

L'économie française est confrontée, comme le monde entier, à des mutations difficiles et nécessaires. Les entreprises font évidemment en sorte de s'y adapter et d'être concurrentielles... *(Exclamations sur les bancs du groupe GDR.)*

M. Maxime Gremetz. Citroën !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. ...et elles veillent aussi à protéger leurs salariés.

M. Maxime Gremetz. Renault ! Citroën !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Le devoir du Gouvernement est de faire en sorte que, face à cette concurrence, à ces évolutions et à ces mutations nécessaires, les droits des salariés soit protégé.

Vous avez cité l'exemple du drame qui s'est produit à France Télécom. Le rôle du Gouvernement est d'aider l'entreprise, de remédier à ses difficultés sur le plan social afin que de tels drames ne se répètent pas. C'est pourquoi j'ai reçu, ce matin, M. Didier Lombard, président de France Télécom. Nous avons envisagé ensemble un certain nombre de pistes pour mieux associer les salariés à une réflexion sur la lutte contre le stress au travail,...

M. Maxime Gremetz. Arrêtez !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. ...pour qu'une autre politique soit conduite en matière de médecine du travail, pour que soient prises un certain nombre de dispositions qui existent ailleurs - chez Alstom ou Renault, par exemple - afin que France Télécom trouve des réponses adaptées à une situation dramatique.

Mais, je le répète - et j'y reviendrai sans doute en réponse à d'autres questions sur la situation de France Télécom -, nous ne lutterons pas contre la concurrence internationale en nous contentant de dénoncer la manière dont les entreprises réagissent. (*Interruptions sur les bancs du groupe GDR.*) Vous devriez plutôt penser aux chefs d'entreprise qui font la richesse de la nation ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Roland Muzeau](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1541

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 septembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 septembre 2009